



## S. Societal Impact

Social Responsibility and Tomorrow's Society

# Ruée sur les ressources ou préservation des biens communs ? Deux scénarios de gestion des ressources dans l'Anthropocène

ESCP Impact Paper No. 2020-55-FR

## Aurélien Acquier

ESCP Business School, Co-directeur Scientifique de la chaire Economie Circulaire

## Valentina Carbone

ESCP Business School, Co-directrice Scientifique de la chaire Economie Circulaire

Chaire Economie Circulaire – en partenariat avec



**Deloitte.**

ESCP Research Institute of Management (ERIM)



## **[ Ruée sur les ressources ou préservation des biens communs ? Deux scénarios de gestion des ressources dans l'Anthropocène**

Aurélien Acquier  
ESCP Business School

Valentina Carbone  
ESCP Business School

### **Abstract**

La pandémie du covid est appréhendée par beaucoup d'experts comme l'un des symptômes de l'Anthropocène, cette nouvelle ère caractérisée par l'impact structurant des activités humaines sur la dynamique de nos écosystèmes. Alors que l'anthropocène va accélérer les pressions et les crises sur le patrimoine naturel, comment nos systèmes économiques et managériaux vont-ils intégrer les ressources naturelles ? Deux scénarii s'offrent à nous : une accélération des dynamiques prédatrices, d'accaparement des ressources naturelles menant à une accélération de la crise écologique et un accroissement radical des inégalités, ou un choix politique et délibéré d'adoption d'un modèle sobre en consommation d'énergie et ressources, préservant notre milieu et pensant les communs.

Mots clés : Anthropocène, Covid, Ecosystème, Economie circulaire, Ressources

## **Ruée sur les ressources ou préservation des biens communs ? Deux scénarios de gestion des ressources dans l'Anthropocène**

### **Covid: maladie de l'anthropocène**

Si l'épidémie de Covid-19 provoque des effets démesurés et touche de plein fouet les pays du monde entier, l'histoire récente a été marquée par d'autres maladies, HIV, Ebola, grippe aviaire ou SARS, ayant la même origine : la transmission de l'animal à l'homme. Ces maladies sont toutes des zoonoses. Et pour beaucoup d'experts la multiplication des zoonoses ne peut s'expliquer que par l'empreinte croissante des activités humaines sur les écosystèmes naturels : déforestation, extraction des ressources fossiles, surexploitation des sols, etc. Ainsi, le rapport spécial du GIEC (2019) sur le changement climatique et l'utilisation des terres, attire l'attention sur le fait que la destruction des écosystèmes liée à l'extraction de ressources naturelles (minérales, fossiles, agricoles, animales, sylvicoles, etc.) est à l'origine d'épisodes de zoonoses de plus en plus fréquemment transférées aux humains. Le rapport de l'IPBES, l'équivalent du Giec pour la biodiversité, va exactement dans le même sens. Ces constats scientifiques remettent en discussion l'appréhension de la pandémie actuelle comme « invasion microbienne » et suggèrent qu'elle serait plutôt l'une des conséquences de l'« invasion de l'homme » sur les écosystèmes naturels (Shah 2016). Autrement dit, le covid serait une maladie de l'Anthropocène. Théorisé pour la première fois par Paul Josef Crutzen, prix Nobel de Chimie en 1995, l'anthropocène, concept controversé mais puissant, signifie étymologiquement « L'Âge de l'Homme ». Ce serait une nouvelle ère géologique, ayant commencé en 1750 (Révolution Industrielle) et succédant à l'holocène, ère géologique interglaciaire marquée par une stabilité de la température moyenne autour de 15 degrés, durant les 12000 dernières années. Mais depuis la Révolution Industrielle, l'empreinte humaine sur les écosystèmes serait devenue si importante qu'elle produirait une véritable influence géologique sur la biosphère et le système terrestre. Certains auteurs parlent de « Capitalocène » pour pointer du doigt le mode de développement capitaliste et extractiviste basé sur l'exploitation des ressources par des grosses firmes qui seraient ainsi à l'origine des dysfonctionnements écosystémiques observés (Bonneuil 2017). Les zoonoses apparaissent comme l'une des multiples conséquences engendrées sur les écosystèmes naturels par l'extraction et l'exploitation débridées de ressources naturelles, propres aux modèles économiques dominants (Bednik 2019). L'anthropocène est aussi marqué par la connectivité et l'internationalisation des systèmes économiques, qui s'incarnent dans des chaînes de valeur globales structurées par les gisements de ressources naturelles, de compétences et la disponibilité de main d'œuvre à bas coût. Cette connectivité internationale a évidemment favorisé la propagation rapide du virus à l'échelle mondiale.

Alors que l'anthropocène va accélérer les pressions et les crises sur le patrimoine naturel mais aussi la diffusion de ces crises dans les sociétés, comment la crise du covid-19 va-t-elle transformer notre rapport aux ressources naturelles ?

### **Des tendances déjà visibles**

D'ores et déjà, certaines tendances de fond semblent se dessiner sur la dynamique du capitalisme mondial post-covid. En premier lieu, grandes entreprises et Etats ont pris conscience que l'organisation internationale de la production en flux tendus sur des chaînes de valeur globales ne font pas que créer de l'optimisation économique. Elles sont



aussi source de fragilité et créent de nouveaux rapports de dépendance entre pays et entreprises. On doit ainsi s'attendre à ce qu'Etats mais aussi entreprises tirent cette leçon de la crise, cherchent à réduire leur exposition à de tels risques d'approvisionnement et à accroître leur contrôle sur les ressources, énergétiques par exemple, et leur souveraineté alimentaire.

Ensuite, il semble que nous entrons dans une nouvelle ère en matière de relations internationales : alors même que la crise nécessiterait une coordination internationale plus forte –ainsi qu'une aide internationale pour accompagner les pays les plus faibles-, on assiste au contraire à une remise en question de la légitimité et du financement de l'Organisation Mondiale de la Santé par les Etats-Unis et d'autres pays. Sous fond de montée des logiques nationalistes à l'œuvre depuis plusieurs années, on peut s'attendre à voir se généraliser des formes d'action étatiques plus interventionnistes, dans un contexte international moins prévisible, moins coordonné et moins « libéralisé » sur le plan économique, avec des logiques plus régionales, bilatérales, voire nationales.

Troisième tendance : des ressources aujourd'hui encore abondantes –donc peu coûteuses, bien qu'évidemment menacées-, tels que le bois, l'eau, l'énergie ou le sable vont devenir rares dans les prochaines décennies. Est-ce un avenir si lointain ? Difficile à dire précisément, mais les tensions sur de nombreuses ressources sont déjà visibles. L'exemple des terres rares, indispensable pour l'industrie électronique et les énergies vertes est désormais bien documenté. Le sable, omniprésent dans notre vie quotidienne (il est essentiel pour de multiples secteurs tels que la construction ou la verrerie), est la seconde ressource la plus exploitée au monde après l'eau, mais sa disponibilité est de plus en plus menacée par une demande internationale croissante : le sable du désert, disponible en grande quantité, est inexploitable car trop lisse. Différentes sources alertent d'une pénurie, alors que les extractions maritimes menacent les côtes comme les écosystèmes, tandis que des mafias du sable se développent dans différents pays (Hackney et al. 2019).

Si les contraintes liées aux ressources naturelles sont amenées à se renforcer dans les années qui viennent, comment allons-nous gérer la rareté et repenser notre relation aux ressources? Pour prolonger le questionnement de Bruno Latour (2017), la question à laquelle nous sommes confrontés à l'heure de l'anthropocène est « où atterrir ? » et surtout « comment atterrir » ? Imaginons deux scénarios fictionnels, à l'horizon 2035, de prise en compte des ressources naturelles dans un monde post-covid.

### *Scénario 1 : Comme avant, en pire... Tensions et ruée sur les ressources*

Pour lutter contre la crise économique et sociale liée au Covid, l'immense majorité des Etats a cherché à relancer la consommation et redémarrer leur économie en s'appuyant sur les modèles de croissance déjà éprouvés. Venant au secours des industries les plus durement affectées par la crise dont le poids économique était considérable, entreprises et Etats ont plus ou moins consciemment cherché à ressusciter les modèles de croissance passés, à forte intensité énergétique et favorisant le renouvellement toujours plus rapide des produits, dans une logique d'innovation intensive. Si ces actions ne sont pas parvenues à relancer durablement la croissance et la consommation, elles ont fait repartir à la hausse la consommation d'énergie mondiale et la pression sur les ressources, accentuée par la poursuite de l'accroissement démographique au niveau global.

En se heurtant de plus en plus violemment aux limites planétaires, les modes de croissance n'ont fait qu'accroître les pressions anthropiques sur les écosystèmes. Cette érosion

accélérée de la nature et la multiplication de crises climatiques a pris des proportions telles que c'est l'habitabilité de la planète est remise en question dans plusieurs parties du globe. D'un point de vue économique, la période a été marquée par un grand mouvement d'appropriation des ressources naturelles. En effet, à chaque fois qu'il n'existait pas de substitut à une ressource indispensable aux besoins fondamentaux (eau, bois, sable, ressources agricole, terres rares), la rareté croissante des ressources a rendu leur accès toujours plus stratégique, générant des dynamiques de compétition entre firmes mais aussi entre Etats pour sécuriser leurs approvisionnements et/ou bénéficier d'un effet de rente. Guerre diplomatique et guerre économique se sont progressivement confondues, avec un retour à des formes d'interventionnisme public plus fort au sein des entreprises, se traduisant par des nationalisations ou des logiques d'influence beaucoup plus affirmées que de par le passé.

On a aussi assisté à un déplacement des gisements de valeur vers l'amont des chaînes de production, à l'exact opposé du processus que l'on avait observé depuis deux à trois décennies dans les pays occidentaux, qui avaient vu la plupart des entreprises se délester de leurs actifs productifs pour alléger leur bilan et se focaliser sur des activités immatérielles (gestion de marque, marketing et réseau de distribution).

L'économie est ainsi progressivement devenue rationnée par des ressources de plus en plus limitées, concentrées par un nombre limité de firmes et d'Etats. Dans cette économie de l'offre rationnée par la disponibilité décroissante de ressources naturelles, les entreprises gagnantes sont désormais celles qui contrôlent les ressources naturelles. Sous l'influence de l'explosion des prix de matières premières indispensables, la situation devient évidemment de plus en plus inégalitaire et conflictuelle, entre individus, groupes sociaux et Etats. En 2035, la sobriété est subie pour la grande majorité, pendant que les derniers puissants s'offrent une dernière danse, de plus en plus couteuse.

### *Scenario 2 : atterrir dans l'anthropocène : résilience, sobriété en ressource et préservation des communs naturels*

Covid 19 a été le déclencheur d'une prise de conscience de l'extrême vulnérabilité de nos systèmes économiques, sociaux et naturels. Rapidement, plusieurs Etats à travers le globe se sont lancés dans un plan ambitieux visant à réduire l'exposition à ces nouveaux risques. Relançant une stratégie industrielle ambitieuse, ils poursuivaient deux objectifs clairs : regagner en souveraineté sur tous les aspects vitaux des systèmes économiques (ce qui impliquait de relocaliser), mais aussi dé-carboner l'énergie et inventer des modèles beaucoup plus sobres en ressource. Des activités ont été relocalisées notamment dans le champ de l'agriculture et des matières premières, mais pas à l'identique. A côté du sacro-saint PIB, les décideurs publics et privés ont rapidement intégré un nouvel indicateur pour orienter leurs choix tout en intégrant les risques : l'*indice de résilience*. Conçu par un panel interdisciplinaire regroupant biologistes, climatologues, écologistes, sociologues, gestionnaires et experts en géopolitique, cet *indice de résilience* mesure l'exposition des économies et sociétés aux risques de l'anthropocène.

Des modèles plus soutenables, jusqu'alors embryonnaires, sont devenus la norme. Anticipant des crises sur les ressources, entreprises et Etat ont réorganisé l'économie autour de principes circulaires, visant la sobriété et l'économie de la ressource. La diffusion de ces nouveaux modèles, conçus en opposition au capitalisme linéaire, extractiviste et énergivore, ont permis de gagner du temps et contenir les crises sur les ressources et leurs impacts

environnementaux et sociaux. Bien sûr, cela ne s'est pas fait sans heurts et il a fallu une action volontariste, hiérarchiser les priorités, et procéder à des arbitrages difficiles afin d'organiser la sobriété. La création d'une fiscalité pour la transition pour les particuliers et les entreprises a été un chantier décisif pour taxer l'usage de certaines ressources, financer les investissements nécessaires et rendre la transition acceptable socialement. Un revenu de transition écologique a été introduit pour repenser la justice sociale dans un contexte de raréfaction des ressources et d'augmentation du prix de l'énergie et des transports, potentiellement explosifs d'un point de vue social.

Au terme de ce changement douloureux mais indispensable, des secteurs entiers se sont transformés : la possession d'une voiture particulière est souvent trop coûteuse pour la plupart des ménages. Désormais la norme est la location et la mutualisation. Le secteur du bâtiment s'est massivement orienté vers la rénovation thermique des logements. Des secteurs entiers, tels que le numérique ou les transports ont été réorientés pour organiser la sobriété. L'agriculture s'est réorganisée autour des principes d'agro-écologie, de permaculture, ou d'autres approches moins intensives en ressources. La création de *boucles technologiques* locales a aussi permis de penser une économie « post chaînes de valeur globales », pour repenser territorialement des secteurs clé (santé, électronique, habillement, mobilier). Cette nouvelle industrialisation territoriale, qui doit encore réduire son intensité énergétique, se caractérise par de nouveaux gisements d'emploi liés à l'entretien, la réparation des objets, le reconditionnement et le recyclage des matières premières et des produits.

Ces transformations n'ont pas eu lieu de manière homogène. Au niveau international, les pressions sur les ressources et les écosystèmes n'ont pas disparu, elles ont ralenti, et c'est déjà énorme car cela permet de préserver l'habitabilité de la planète et de limiter les conflits géopolitiques. Tous les pays et entreprises n'ont pas adopté ces modèles au même rythme, mais ceux qui l'ont fait se sont rapidement trouvés moins exposés aux crises sociales et environnementales que leurs voisins restés dans l'ancien paradigme. Progressivement, pays et entreprises ont emboîté le pas pour adopter les nouveaux modèles. Au niveau international, l'« *alliance pour l'anthropocène* » s'est constituée pour relancer la coopération internationale et lui donner un cadre commun : après avoir formalisé un ensemble de règles, de lois et de règles de marché favorisant un usage plus raisonné des ressources, les pays membres ont établi un cadre afin de gérer solidairement les « *maux communs* » (pandémies, *ocean plastics*, réchauffement climatique, etc.). Enfin, ils ont lancé une initiative de refonte du droit des biens communs globaux, afin de préserver les écosystèmes et la biodiversité et les faire sortir du périmètre marchand. Finalement, une nouvelle vision de la ressource fait son chemin : non plus seulement perçue et gérée comme un bien appropriable, mais comme un bien commun inaliénable à préserver.

## **Pour atterrir... refonder les institutions économiques, le droit et le concept de ressource**

Ces scénarios sont fictifs. En tant que tels, plutôt que de s'inscrire dans une logique réellement prédictive, ils ont vocation à aider à se projeter dans des futurs possibles.

Le scénario 1, qui s'inscrit comme une dystopie, semble malheureusement le plus probable au vu des mécanismes actuels de relance de l'économie pour faire face à la crise économique et sociale post-covid. Le scénario 2 dresse une voie plus souhaitable mais utopique. Dès lors comment rendre l'utopie possible et par où commencer ?

Les conditions sont multiples, mais on peut identifier plusieurs priorités. La première urgence est de réformer nos institutions économiques, et en particulier notre vision et nos outils de mesure du progrès. Nos institutions politiques, financières et sociales sont toutes structurées autour du dogme de la croissance du PIB, indicateur dont Kuznets (son créateur) avait lui-même pointé les nombreuses limites. Le PIB ne prend aucunement en compte les atteintes au patrimoine naturel, puisqu'il comptabilise l'épuisement des ressources naturelles et leur gaspillage comme une création de valeur. De même il est complètement aveugle à l'exposition aux risques de l'anthropocène (Raworth 2017). Pour « redécouvrir le sens des limites » (Papaux et Bourg 2010), il est indispensable de changer de lunettes et enrichir la vision d'autres indicateurs (O'Neill et al. 2018). Un indice synthétique de résilience aux risques de l'anthropocène reste à inventer, mais il devrait s'agir d'un chantier prioritaire pour refonder notre relation aux ressources dans un monde post-covid. De tels indicateurs ne doivent pas rester uniquement le fait des gouvernants, mais doivent également être déclinés au niveau de l'entreprise, au cœur de la pensée stratégique et du pilotage des organisations.

Le deuxième enjeu est d'orienter le marché, et de ne pas penser que le marché « libre » pourrait répondre aux enjeux d'épuisement des ressources. En effet, le marché ne valorise que la rareté des ressources, pas leur préservation, et encore moins leur restauration. Cette différence est fondamentale : lorsqu'une ressource massivement exploitée devient rare, c'est que son niveau de dégradation est très avancé. Inutile alors de croire que le seul mécanisme du marché permettra de restaurer les stocks de ressource, qui s'inscrivent dans des durées biologiques ou géologiques qui n'ont souvent rien à voir avec l'horizon de temps du marché (il suffit de songer que plusieurs centaines d'années sont nécessaires à la composition d'un grain de sable par le mécanisme d'érosion). Tout au plus le marché permet-il de faire émerger des substituts, lorsque ceux-ci existent ou peuvent-être développés.

Enfin, un troisième enjeu est de repenser des mécanismes de gouvernance internationale et de transformer le cadre juridique institutionnel de l'environnement. L'aboutissement d'un tel processus, indéniablement complexe et ambitieux, implique un véritable changement d'appréhension de la notion même de ressource, en tant que bien commun et l'abandon du biais anthropocentrique dans notre relation à la nature (Descola 2015).

Au-delà des mesures portées par un renforcement du rôle de l'état et des régulations aux différentes échelles géographiques, la gouvernance de l'entreprise semble également devoir être repensée au-delà du modèle dominant de la gouvernance actionnariale. Celle-ci se traduit en effet par une logique d'appropriation de la valeur par l'actionnaire au détriment d'autres parties prenantes, plus locales et inscrites dans des territoires, ayant un intérêt à la préservation des ressources locales. Le rôle des gouvernances hybrides, coopératives, associations, entreprises familiales avec une inscription dans le long terme et en quête d'une performance résolument multidimensionnelle et multi-parties prenantes sera de plus en plus déterminant.

## **Conclusion**

Avec sa promesse d'identifier des modèles économiques profitables plus efficaces en ressources, l'économie circulaire a connu un très fort engouement au cours de ces dernières années dans les milieux économiques et politiques. L'économie circulaire a ainsi permis

l'identification de modèles innovants et prometteurs. Pour autant ces modèles restent embryonnaires et opèrent à une échelle qui n'est pas à la hauteur des enjeux actuels.

L'exercice de projection initié dans cet article nous permet, par le recours à la fiction, d'avancer deux messages. D'abord, pour généraliser l'économie circulaire et la sobriété en ressources, il manque aujourd'hui à l'économie circulaire une réelle armature institutionnelle, une colonne vertébrale faites de lois et d'indicateurs de mesure intégrés au cœur du pilotage des entreprises et des systèmes économiques.

Deuxièmement, l'économie circulaire est souvent définie comme une économie de la ressource. Il faut cependant se questionner sur le futur de l'économie circulaire dans un monde post-covid, dans lequel les problématiques d'accès aux ressources vont devenir de plus en plus fortes. L'économie circulaire deviendra-t-elle une économie de la « rareté des ressources », au risque d'accentuer la course à l'accaparement et à la prédation, ou une économie de la « préservation des ressources », qui promeut les biens communs tant au niveau global que local ?

Ces différents éléments convergent vers l'idée que dans un monde post-covid, l'horizon de l'économie circulaire change : au-delà de l'identification de *business models*, c'est la transformation de nos institutions économiques, managériales et sociales qui est en jeu. C'est à ce prix que l'économie circulaire pourra nous aider à éviter un atterrissage d'urgence ou un crash dans l'anthropocène, et inventer les conditions d'un atterrissage négocié.

## Références

Bednik, A. (2019). Extractivisme. Le Passager clandestin.

Bonneuil, C. (2017). Capitalocène. EcoRev', (1), 52-60.

Descola, P. (2015). Par-delà nature et culture. Editions Gallimard.

Hackney, C., Bendixen, M., Best, J., & Iversen, L. (2019). Time is running out for sand. Nature. 2019 Jul; 571(7763):29-31. On the same topic see also: <https://www.youtube.com/watch?v=MFEM8PznN7s>

Latour, B. (2017). Où atterrir?: comment s'orienter en politique. La découverte.

Papaux, A., & Bourg, D. (2010). Vers une société sobre et désirable. Presses Universitaires de France.

O'Neill, D. W., Fanning, A. L., Lamb, W. F., & Steinberger, J. K. (2018). A good life for all within planetary boundaries. Nature sustainability, 1(2), 88-95.

Raworth, K. (2017). Doughnut economics: seven ways to think like a 21st-century economist. Chelsea Green Publishing.

Shah, S. (2016). Pandemic: Tracking contagions, from cholera to Ebola and beyond. Macmillan.